



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/23370/Add.35
7 septembre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après :

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/23370 et Corr.1 du 9 janvier 1992, S/23370/Add.1 du 17 janvier 1992, S/23370/Add.3 du 7 février 1992, S/23370/Add.10 du 26 mars 1992, S/23370/Add.11 du 27 mars 1992, S/23370/Add.13 du 21 avril 1992, S/23370/Add.16 du 11 mai 1992, S/23370/Add.19 du 15 juin 1992, S/23370/Add.20 et Corr.1 du 16 juin 1992, S/23370/Add.21 du 19 juin 1992, S/23370/Add.23 du 23 juin 1992, S/23370/Add.24 du 24 juin 1992, S/23370/Add.26 du 27 juillet 1992, S/23370/Add.27 du 28 juillet 1992, S/23370/Add.28 du 29 juillet 1992, S/23370/Add.29 du 30 juillet 1992, S/23370/Add.31 du 13 août 1992 et S/23370/Add.32 du 19 août 1992.

Au cours de la semaine qui s'est terminée le 5 septembre 1992, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions ci-après.

Lettre datée du 28 août 1992, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

(Voir aussi S/22110/Add.50, S/23370/Add.1, S/23370/Add.5, S/23370/Add.7, S/23370/Add.14, S/23370/Add.16, S/23370/Add.19, S/23370/Add.21, S/23370/Add.23, S/23370/Add.24, S/23370/Add.26, S/23370/Add.28, S/23370/Add.29, S/23370/Add.31 et S/23370/Add.32)

Le Conseil de sécurité a abordé l'examen de cette question à sa 3111^e séance, le 2 septembre 1992, comme convenu au cours de consultations préalables. Il était saisi d'une lettre datée du 28 août 1992, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général.

Avec l'assentiment du Conseil de sécurité, le Président a invité le représentant de la Bosnie-Herzégovine, sur sa demande, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président a déclaré qu'après consultations entre les membres du Conseil, il avait été autorisé à faire la déclaration suivante (S/24510) en leur nom :

"Le Conseil de sécurité prend note avec satisfaction de la lettre datée du 28 août 1992 par laquelle le Secrétaire général transmet les documents de la partie de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, qui s'est tenue à Londres les 26 et 27 août 1992, et que le Secrétaire général a coprésidée avec le Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Président du Conseil des ministres de la Communauté européenne.

Le Conseil exprime son plein appui à la Déclaration de principes et aux autres textes adoptés à la Conférence de Londres.

Le Conseil espère, comme le Secrétaire général, que la volonté politique manifestée à Londres se traduira rapidement par les actions concrètes prévues dans les documents adoptés à Londres par la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie.

Le Conseil réaffirme toutes ses résolutions antérieures relatives à l'ex-Yougoslavie et demande qu'elles soient intégralement appliquées.

Le Conseil note avec satisfaction que la partie de la Conférence internationale tenue à Londres a permis d'établir le cadre dans lequel un règlement politique global de la crise de l'ex-Yougoslavie sous tous ses aspects peut être obtenu grâce à un effort soutenu et ininterrompu.

Le Conseil se félicite de la création du Comité directeur placé sous la direction générale des coprésidents permanents de la Conférence. Il se félicite également de la nomination des deux coprésidents du Comité directeur qui dirigeront les groupes de travail et prépareront la base d'un règlement général et de mesures connexes. Il note avec satisfaction qu'ils commenceront cette semaine leurs travaux, lesquels se poursuivront en session permanente à l'Office des Nations Unies à Genève.

Le Conseil note les engagements pris par les parties et autres intéressés dans le cadre de la Conférence de Londres. Il souligne l'importance qu'il attache à leur application intégrale dans les meilleurs délais.

Le Conseil note l'urgence de la situation en Bosnie-Herzégovine et demande aux parties de coopérer pleinement avec les coprésidents du Comité directeur afin de parvenir à un règlement d'ensemble.

Le Conseil prie le Secrétaire général de le tenir constamment au courant de l'évolution de la situation et de lui faire les recommandations qu'il jugera nécessaires."

Lettre datée du 24 août 1992, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

(Voir aussi S/21100/Add.30, S/21100/Add.31, S/21100/Add.32, S/21100/Add.33, S/21100/Add.36, S/21100/Add.37, S/21100/Add.38, S/21100/Add.42, S/21100/Add.43, S/21100/Add.47, S/22110/Add.6, S/22110/Add.7, S/22110/Add.8, S/22110/Add.9, S/22110/Add.13, S/22110/Add.14, S/22110/Add.17, S/22110/Add.20, S/22110/Add.24, S/22110/Add.25, S/22110/Add.32, S/22110/Add.37, S/21100/Add.40, S/23370/Add.8, S/23370/Add.10, S/23370/Add.11, S/23370/Add.28, S/23370/Add.32 et S/23370/Add.34)

Le Conseil de sécurité a abordé l'examen de cette question à sa 3112e séance, le 2 septembre 1992, comme convenu au cours de consultations préalables. Il était saisi d'une lettre datée du 24 août 1992, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général.

Le Président a déclaré qu'après consultations entre les membres du Conseil, il avait été autorisé à faire la déclaration suivante (S/24511) en leur nom :

"Le Conseil de sécurité est profondément préoccupé par la situation actuelle du Programme humanitaire interorganisations en Iraq, telle qu'elle est indiquée dans la lettre du 24 août 1992 adressée au Président du Conseil par le Secrétaire général (S/24509), y compris par le fait mentionné dans ladite lettre que l'Iraq n'a pas renouvelé son mémorandum d'accord avec l'Organisation des Nations Unies.

Le Conseil de sécurité rappelle la déclaration du 17 juillet 1992 (S/24309) dans laquelle il s'est dit profondément préoccupé par la détérioration des conditions de sécurité qui met en danger la vie et le bien-être du personnel des Nations Unies en Iraq. Il est particulièrement alarmé par le fait que l'Iraq continue à ne pas assurer la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel des organisations non gouvernementales (ONG).

Le Conseil de sécurité est préoccupé par la conduite et les déclarations de l'Iraq concernant le Programme humanitaire interorganisations, qui sont incompatibles avec les résolutions antérieures du Conseil de sécurité exigeant que l'Iraq coopère avec les organismes internationaux à vocation humanitaire.

Le Conseil de sécurité affirme que les besoins humanitaires critiques de groupes vulnérables en Iraq exigent la conclusion rapide d'arrangements permettant d'assurer la poursuite du Programme humanitaire interorganisations. A ce sujet, il considère que l'accès sans restriction à tout le pays et l'assurance de mesures de sécurité

adéquates sont des conditions essentielles pour l'exécution effective du Programme. A cette fin, le Conseil appuie pleinement le Secrétaire général lorsque celui-ci insiste pour que les programmes et organismes des Nations Unies disposent de bureaux extérieurs appropriés et pour que les gardes des Nations Unies continuent d'être déployés. Le Conseil appuie sans réserve les efforts que le Secrétaire général continue de faire pour assurer une présence humanitaire de l'Organisation des Nations Unies et des organisations non gouvernementales dans l'ensemble du pays et le prie instamment de continuer à utiliser toutes les ressources dont il dispose pour aider tous ceux qui ont besoin d'une assistance en Iraq. Le Conseil engage avec la plus grande fermeté l'Iraq à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies."
